Conférence environnementale : Peu à attendre, beaucoup à craindre !

samedi 15 septembre 2012, par NPA (commission écologie) (Date de rédaction antérieure : 13 septembre 2012).

Après les déclarations de Montebourg ou de Batho sur le nucléaire, on peut avoir les plus grandes craintes sur la politique que mènera le gouvernement en matière d'environnement.

Vendredi 14 septembre François Hollande ouvrira pour deux jours la conférence environnementale. La participation de quatorze ministres dont Batho, (Écologie), Montebourg (Redressement productif), Duflot (Logement) Fioraso (Recherche) et même Ayrault pour la conclusion, est sensée illustrer l'importance accordée par le gouvernement à l'écologie.Comme les Grenelles du gouvernement précédent, elle réunira ONG, syndicats de salariés et patronaux, collectivités territoriales, État, auxquels s'ajoutent des députés et sénateurs. Mais les associations les plus en pointe sur la question du climat sont toujours exclues. Les sujets principaux sont décisifs : la transition énergétique et la biodiversité, également à l'ordre du jour les risques sanitaires environnementaux, la fiscalité écologique.

Avenir nucléaire

Sur la transition énergétique, la présence d'Arnault Montebourg qui, comme sa collègue de l'écologie, voit dans le nucléaire *« une filière d'avenir »* est significative d'une politique qui bien loin de sortir du nucléaire menace de nous y soumettre durablement. Sans parler des liens de Geneviève Fioraso avec le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), ou de la position de Hollande : baisse de 25 % du nucléaire dans le mix électrique, fermeture de la seule centrale de Fessenheim donc forcément allongement de la durée de vie des centrales, et continuation de l'EPR. C'est pourquoi, le NPA qui a élaboré un scénario de sortie du nucléaire en dix ans – incluant efficacité et sobriété énergétiques, sortie des énergies fossiles comme l'exige la lutte contre le réchauffement climatique, participera à la journée nationale d'action antinucléaire à Laval, Lyon, Bordeaux, le 13 octobre prochain. Dans le même sens, la possible réouverture du dossier de l'exploitation des gaz de schiste rend d'autant plus importante la mobilisation pour la journée d'action mondiale contre les gaz et huiles de schiste qui aura lieu le 22 septembre prochain. Jean-Marc Ayrault, considère que l'interdiction n'est pas *« tranchée »* : *« La fracturation hydraulique, c'est interdit. Par contre, il faut qu'on mette sur la table les différentes solutions qui pourraient exister. »* Le gouvernement a déjà cédé à la pression des groupes pétroliers et de l'industrie nucléaire : éviction de Nicole Bricq du ministère de l'Écologie, autorisation des forages en Guyane, et ouverture d'une nouvelle mine d'uranium au Niger. La transition énergétique annoncée risque fort de devenir la transition vers les énergies les plus dangereuses et les plus polluantes !

La prise en compte de la biodiversité devrait être une bonne nouvelle, la dernière loi datant de 1976, encore faut-il que ce soit pour s'attaquer aux causes de sa destruction. Comme pour les maladies environnementales – également au programme – il faut rompre radicalement avec l'agriculture productiviste, interdire les pesticides, rompre avec un aménagement du territoire qui favorise le tout-routier, l'artificialisation des terres, l'empoisonnement de l'eau, de l'air et des sols… L'aéroport

de Notre-Dame-des-Landes, cher à Ayrault, est l'exemple même du grand projet inutile et écologiquement néfaste qu'il faut abandonner immédiatement.

Concertation

Le gouvernement revendique la même démarche pour les deux conférences sociale et environnementale, celle d'une large concertation avec « les partenaires », patrons et salariés pour l'une, industriels pollueurs et « écologistes » pour l'autre. Cette méthode a déjà fait ses preuves. Elle débouche sur rien ou si peu, soit pire, sur la validation par des soi-disant interlocuteurs représentatifs des pires régressions.

« L'économie verte » soutenue par Hollande est l'une des stratégies du capital pour récupérer des taux de profits élevés, en privatisant les écosystèmes et en transformant le vivant en marchandise. Sur le terrain de l'écologie aussi, ce gouvernement a besoin d'une opposition à sa gauche, de mobilisations puissantes et indépendantes.

Au-delà, il faut rompre avec le mode de production capitaliste et sa logique de profit. L'écosocialisme est seul capable de proposer la transformation des rapports de production, de l'appareil productif et des modèles de consommation dominants.

Correspondant.e.s commission nationale écologie (NPA)

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 161 (13/09/12).